

Ayuntamiento de Madrid

Pigresse. — Pas seulement ma barbe, toute ma barbe. — R. Oui, toute la barbe.
Pigresse. — C'est bon ! c'est bon ! Rappelez-vous de cela messieurs mes juges !

D'autres témoins sont entendus, et l'audience est levée à cinq heures, et renvoyée à demain.

AFFAIRE ULBACH. — PRÉVENTION DE COMITE RENDU INFIDÈLE ET DE MAUVAISE FOI.

Avant-hier, a comparu devant le 4^e conseil de guerre M. Louis Ulbach, directeur-gérant de la *Croix*, condamné précédemment par le 3^e conseil à trois ans de prison et 6,000 fr. d'amende.

Ce jugement, on se le rappelle, a été annulé par le 1^{er} conseil de révision.

M. Ulbach comparait sous l'inculpation de complot rendu infidèle et de mauvaise foi.

Après avoir entendu la lecture de l'article incriminé, le président déclare qu'il posera de suite au conseil la question d'innocence.

Or, ce chef, ainsi que celui de diffamation, ont été écartés de la procédure.

M. Bouloumié, commissaire du gouvernement, pense, comme M. le président, qu'il faut introduire dans la prévention le chef de complot rendu infidèle.

M. Louis Ulbach est condamné à trois mois de prison et 3,000 fr. d'amende.

BIBLIOGRAPHIE

En vente, chez l'éditeur Lachaud, place du Théâtre-Français, la brochure : *Le Code départemental*, de M. de Boyer de Sainte-Suzanne, par M. Léonce Dérovy.

VARIA

LE

CODE DÉPARTEMENTAL (1)

Depuis la loi du 28 pluviôse an VIII, qui est la loi fondamentale des conseils généraux, les régimes qui se sont succédés en France ont tous, dès leur début, obéi à la préoccupation d'imposer des règles nouvelles à l'administration départementale. Soit pour satisfaire à ce qu'on appelle l'esprit de réforme et de progrès, soit plutôt pour mettre la législation en rapport avec les diverses constitutions et la plier aux exigences de la politique, ils ont, chacun à leur tour, fait subir des modifications plus ou moins profondes au système administratif adopté par leurs prédécesseurs. Toutefois la loi de 1836 semblait avoir, dans une mesure pratique, donné satisfaction aux idées libérales ; on pouvait croire le but atteint et la limite posée ; mais le gouvernement impérial, lancé dans de nouvelles voies par le ministère du 2 janvier 1870, voulut affirmer davantage encore ses tendances progressistes, et pour permettre à tous les systèmes de se produire librement, il institua une commission extra-parlementaire, connue sous le nom de commission de décentralisation, et présidée, on se le rappelle, par l'honorable M. Odilon Barrot.

Les événements politiques lui permirent à peine de remplir sa mission ; l'Assemblée nationale reprit l'œuvre commencée, et inspirant des idées qui avaient prévalu dans les délibérations de la commission, elle y trouva les éléments d'une loi départementale qui rompt, sur beaucoup de points, avec le passé, agrandit l'action des conseils généraux, établit même à côté du préfet une surveillance permanente et change ainsi profondément la nature des relations entre les administrés et l'autorité préfectorale.

C'est cette loi, votée le 10 août dernier, qui constitue aujourd'hui la charte administrative du département et que les conseils généraux récemment élus ont dû mettre à exécution, dès leur première session de 1871.

Nous ne voulons pas rechercher ici quels pourront être les résultats et les fruits de cette législation nouvelle, sur laquelle, on le sait, le président de la République lui-même ne paraît pas avoir fondé de grandes espérances. Quoi qu'il arrive, l'épreuve est aujourd'hui commencée ; il faut la continuer et l'accomplir loyalement et régulièrement. La première condition pour atteindre ce but est de bien connaître la loi, de se pénétrer de son esprit et d'approfondir les sens et la portée de chacune de ses dispositions.

Un commentaire de la loi du 10 août 1871 était donc indispensable ; ajoutons que, pour être utile, il fallait qu'il fut l'œuvre d'un homme sérieux, rompu à la pratique de l'administration, en ayant étudié tous les rouages, et chez qui l'autorité de l'expérience vint renforcer encore l'autorité de la science.

Cette œuvre vient d'être entreprise et réalisée avec un succès complet par M. de Boyer de Sainte-Suzanne, ancien préfet de l'Aube. L'ouvrage qu'il vient de publier sous le titre : *Le Code départemental*, est le commentaire clair et méthodique de notre loi départementale.

Le livre de M. de Boyer de Sainte-Suzanne s'ouvre par une préface, dont le style sobre et concis révèle un administrateur imbu des idées justes et pratiques, et un écrivain qui sait énoncer et formuler avec netteté les maximes qu'il applique avec une impartiale fermeté.

Après avoir énuméré rapidement les lois qui régissent la matière et passé en revue les différents projets de décentralisation qui se sont produits à toutes les époques de crise politique et qui ont été « préconisés par les partis les plus opposés », l'auteur, en homme instruit par les enseignements du passé, réserve son appréciation et se garde bien de dire que le problème est résolu. Comme il convient à celui qui comprend l'importance du sujet qu'il traite, qui a étudié les théories tant de fois mises en avant et les législations tant de fois promulguées, puis si vite abandonnées, il s'en remet sagement à l'expérience. Il laisse bien, il est vrai, pressentir et percer son opinion personnelle ;

mais il a la modestie de ne la point imposer : leçon indirecte aux ignorants et aux incapables, qui ne connaissent ou ne voyant pas les difficultés, se flattent avec tant de suffisance de les surmonter ou de les faire disparaître.

L'administration est obligée d'intervenir dans tant de questions, de régler tant d'intérêts, de se mettre en relation avec tant de personnes, de condition, d'origine et d'éducation diverses, qu'il sera toujours impossible de trouver la formule d'une loi départementale donnant réponse à toutes les questions, solution à tous les intérêts et satisfaction à toutes les personnes.

Sous tous les gouvernements, sous la république comme sous la monarchie, la loi, quelle qu'elle soit, sera toujours insuffisante, ou du moins insuffisante, si elle n'est pas mise en pratique, si son action n'est pas dirigée par des administrateurs vraiment dignes de ce nom. C'est bien en cette matière qu'il faut dire : tant vaut l'homme tant vaut la chose. On aura beau diriger contre les préfets toutes les attaques, épuiser à leur égard toutes les injures et toutes les ironies, ce sont les préfets capables, dévoués, convaincus qui feront toujours la force d'un gouvernement et assureront sa durée.

Dans la préface de son livre, M. de Boyer de Sainte-Suzanne, avec un grand bonheur d'expression, met cette vérité en pleine lumière, et nous lui savons gré, à une époque où tant d'écrits subversifs, et hélas ! tant de choix malheureux tendent à déconsidérer l'administration aux yeux des populations, d'avoir si judicieusement et si finement tracé le portrait du véritable préfet. Nous ne résistons pas au désir de citer ce passage ; il fera bien juger l'homme et apprécier l'écrivain.

« La carrière administrative exige une « moyenne de conditions et d'aptitudes « des très diverses ; mais par compensa- « tion elle emploie d'une manière utile et « féconde toutes les facultés de l'âme, « toutes les qualités de l'esprit. Le savant, « le littérateur, l'artiste peuvent se retrou- « ver dans l'administrateur et augmenter « les moyens d'action professionnels ; en « clarifiant le cercle des idées et le déga- « geant des minuties de la spécialité, l'art « et la science placent l'homme public au « dessus de ses fonctions, condition essen- « tielle pour que les fonctions soient bien « remplies. »

« L'administrateur doit joindre à la con- « naissance des hommes la pratique des « affaires. Cette double aptitude est néces- « saire : sans la connaissance des hommes, « l'administrateur n'est qu'un employé in- « capable de direction ; comme, sans la pra- « tique des affaires, il ne peut être un « homme politique influent. Le manie- « ment des hommes et des affaires exige, de « la part de l'administrateur, le caractère et « l'intelligence, l'esprit et le jugement, « l'adresse et la droiture, la fermeté et la « modération. Les idées absolues et systéma- « tiques sont incompatibles avec le devoir « administratif ; car, sauf le respect des « grands principes, qui restent immua- « bles, la manière d'administrer doit va- « rier suivant les circonstances, suivant le « temps, le lieu et les hommes. »

Il nous reste maintenant à donner une juste idée du travail de M. de Boyer de Sainte-Suzanne, et à faire apprécier toute l'utilité de son œuvre. L'auteur n'a pas visé à l'effet, il s'est proposé pour but de faciliter l'étude complète de la loi départementale et de rendre les recherches aisées. Son plan est simple, naturel, méthodique. Après avoir donné le rapport de la commission nommé par l'Assemblée nationale et les rapports supplémentaires qui se sont succédés, il produit les articles de la loi. Chacun d'eux est accompagné de la discussion qui lui est spéciale, des amendements auxquels il a donné lieu, des commentaires qu'il peut faire naître et des circulaires ministérielles qui doivent en faciliter l'exécution.

Une pareille étude, faite avec tant de soin, est de nature à satisfaire les juristes-consultes ; à raison de sa clarté, elle sera recherchée par tout citoyen désireux de connaître la mission des conseils généraux et soucieux de se rendre compte du budget de son département. Si la loi de 1871 est destinée à vivre, si les innovations sont applicables, si les conflits que tant d'esprits sérieux ont prévus et signalés peuvent être évités, c'est à la condition que les assemblées départementales, bien pénétrées de leurs devoirs, se renferment strictement dans le cercle de leurs attributions. A ce point de vue surtout le code départemental est, pour chaque conseiller général, un manuel indispensable ; car c'est là qu'il apprendra en même temps quelle est l'étendue de ses pouvoirs et la limite de ses droits.

Nous n'avons ni la pensée, ni la prétention de faire une analyse complète du travail de M. de Boyer de Sainte-Suzanne ; nous nous bornons à appeler sur lui l'attention bienveillante des hommes compétents. Aussi bien notre auteur est habitué au succès que nous lui prédisons ; son commentaire sur le recrutement de l'armée est resté sans rival ; il n'est pas un membre du conseil de révision qui ne l'étudie avec soin et ne le consulte avec fruit. Le *Code départemental*, dont nous annonçons aujourd'hui la publication, viendra ajouter encore à la réputation de l'administrateur ; l'accueil qui lui est réservé sera pour lui une récompense bien méritée. M. de Boyer de Sainte-Suzanne utilise dignement les loisirs forcés que les révolutions aveugles font à ceux qui, dédaignant le bruit stérile et répudiant les popularités malsaines, ne se soucient que du devoir, n'obéissent qu'à la conscience, ne recherchent que le vrai, et ne donnent leur concours qu'à ce qui est juste.

X...

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 12 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

La séance est ouverte à deux heures et demie. Le procès-verbal est lu et adopté.

M. Poyet-Quertier, ministre des finances, dépose des tarifs relatifs aux textiles.

M. de Tréveneuc demande que l'on mette, immédiatement après la loi des impôts, à l'ordre du jour de l'Assemblée, sa proposition et celle de plusieurs de ses collègues, relatives au réajustement des conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles, avant la proposition de MM. Luchet, Humbert, Charles Rolland, Ogar de La Fayette, ayant pour but de fixer à Paris la résidence de l'Assemblée nationale et du gouvernement.

M. de Tréveneuc fait observer que sa proposition était déjà inscrite à l'ordre du jour après la loi des impôts, avant le vote de l'Assemblée dans la séance d'hier sur la proposition de M. Dufaure. Il importe que la première question, qui intéresse l'existence même de l'Assemblée, arrive avant celle qui touche au retour à Paris.

M. Dufaure répond que l'Assemblée a voté hier et doit maintenant son vote sur une question qui doit être résolue le plus tôt possible pour ne pas agiter inutilement le pays.

M. de Pressensac appuie la proposition d'ordre du jour de M. de Tréveneuc.

M. Buisson, rapporteur sur le retour de l'Assemblée à Paris, réplique que l'urgence a été déclarée, mais qu'il n'en est pas moins vrai que cette question du retour à Paris agit les passions, et qu'on ne saurait l'ajourner indéfiniment, malgré la volonté de l'Assemblée.

M. Fournier, rapporteur sur les propositions relatives au rôle des conseils généraux, se prononce en faveur de la priorité pour ces propositions.

M. le président, M. de Tréveneuc demande que sa proposition soit portée à l'ordre du jour avant celle de M. le comte Duchâtel sur le retour de l'Assemblée à Paris.

La Chambre est consultée par assis et levé ; elle décide que l'ordre du jour est maintenu, c'est-à-dire que la proposition de M. Duchâtel a été déclarée d'urgence. (Longue agitation.) (On remarque que M. Fournier et les ministres votent pour la priorité en faveur de la proposition de M. de Tréveneuc.)

M. Wolowski dépose une proposition dans laquelle il demande qu'il soit perçu provisoirement, à titre de taxe de guerre pour la libération du sol, un droit d'habitation de 15 0/0 sur la somme représentant le loyer des propriétés bâties. L'ordre du jour est renvoyé à sa proposition et demande l'urgence.

M. le comte de Bouthet croit qu'il serait préférable d'établir, comme en Belgique, un droit sur les chemins.

L'urgence est déclarée par l'Assemblée, et la proposition est renvoyée à la commission du budget de 1871.

M. Bèze dépose une proposition demandant l'impôt sur les revenus nets et réalisés et sur les bénéfices commerciaux et industriels.

Député de plusieurs rapports.

L'ordre du jour appelle la discussion sur les matières premières.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion concernant les projets de loi de finance, l'impôt sur les revenus, douanes et marine marchande.

M. Clapier monte à la tribune pour la continuation de son discours, non entièrement achevé hier. (Exclamations.)

M. Victor Lefranc, ministre de l'agriculture et du commerce, demande le renvoi des tarifs déposés aujourd'hui à la commission des finances.

M. Clapier revient à la tribune et développe le projet qu'il a exposé hier et qui demande un impôt sur les marchandises. Il a pris pour base le tarif conventionnel, et l'impôt varie entre 10 et 15 pour 100. Les produits fabriqués seraient imposés de 5 à 6 pour 100 au plus ; il y a d'ailleurs les mêmes échelles que pour les tarifs conventionnels.

L'impôt doit se résoudre en un impôt de consommation. Il est donc nécessaire de rapprocher l'impôt le plus possible de la consommation. De plus, il n'attaque pas l'industrie, et en troisième lieu cet impôt s'applique merveilleusement au drawback.

Le drawback n'est difficile à appliquer que lorsque la marchandise est dédouanée, et il n'est pas difficile de le faire passer dans le drawback. Ce drawback a d'ailleurs existé pendant trente ans en douane. On n'exportait pas de draps ; mais en exportant le vêtement confectionné, ce qui s'est appliqué pendant trente ans s'est encore appliqué. Et l'on n'aurait pas besoin de demander à nos douaniers cette instruction dont on a parlé hier : le drawback a existé pendant trente ans.

Enfin l'impôt proposé par M. Clapier ne viole pas les traités. Nous pouvons dire à l'Angleterre :

Faites ce que vous voudrez ; nous pouvons surcharger vos produits en proportion égale à celle dont nous chargeons nos produits intérieurs et nous prenons dans les tarifs la base de ces droits compensateurs.

L'orateur examine ensuite sur quelles bases il établit son impôt. En 1856, la statistique de M. Moreau jeune donnait aux produits fabriqués en France la valeur de 6 milliards 500 millions 256,000 francs. En 1859, la valeur était montée à 6 milliards 900 millions 400,000 francs. Il y a donc eu une augmentation d'un quart depuis 1859 ; en somme, 7 milliards 737 millions.

En défalquant 1 milliard 639 millions pour diverses considérations particulières, la valeur des marchandises fabriquées serait aujourd'hui de 6 milliards 068 millions de sorte que si l'impôt était de 10 0/0, il produirait 606 millions 800,000 francs ; si le chiffre de 5 0/0 était trop élevé, on pourrait le faire descendre à 4 0/0, et l'on obtiendrait de 250 à 260 millions.

Ce n'est pas, du reste, un impôt qui réside dans l'imaginaire. Il a existé déjà, notamment aux États-Unis. Il a existé concurremment avec d'autres impôts, mais il a fonctionné avec beaucoup d'exactitude et avec le plus grand profit pour le Trésor américain. Ce n'est donc pas un impôt de fantaisie ; il a subi l'épreuve de l'expérience.

Dans six années, il a donné 5 milliards 500 millions ; 800 à 900 millions par année. Aussi M. Wells rend-il pleinement justice à cet impôt. M. Clapier s'efforce ensuite de démontrer que son impôt, loin d'être impossible, sera très facile dans la pratique, et se base sur la confiance que l'on doit avoir dans l'honnêteté du commerce et de la grande industrie.

Le drawback n'est pas à craindre ; car, d'un côté, la perte de temps qu'elle occasionnerait au grand industriel se résumerait en une perte plus considérable que le gain aléatoire qu'il pourrait obtenir de la fraude.

Et, d'un autre côté, le grand industriel, le commerçant à des comptes à rendre, la fraude serait bientôt découverte, et la notoriété publique y aiderait tout d'abord. Puis on ne saurait supposer une altération des livres de commerce, des livres de comptes, des livres de perception de son impôt, qui n'aura recours qu'aux moyens déjà connus, déjà employés par la perception ordinaire.

M. le président réclame plusieurs fois de l'Assemblée un silence qui ne dure pas longtemps.

M. Clapier ne voit pas de meilleur impôt que celui qu'il propose, et l'impôt que M. Wolowski a présenté aujourd'hui lui paraît être tout à fait arbitraire, comparativement à l'impôt sur les marchandises fabriquées. Ce serait-ce s'il n'y avait en partie à l'impôt sur les revenus, à cet impôt qui pèse souvent sur des valeurs espérées et non sur des valeurs réelles ! L'orateur revient sur la facilité de la perception de son impôt, qui n'aura recours qu'aux moyens déjà connus, déjà employés par la perception ordinaire.

M. Jules de Lasteyrie a la parole au nom de la commission.

M. de Lasteyrie explique par quels motifs la commission est arrivée à présenter l'impôt de 3 0/0 sur les matières premières. Dans les circonstances actuelles, il faut avoir égard à mille raisons pour atténuer un impôt, et il y a lieu de s'efforcer de justifier les impôts présentés par la commission, je le ferai en plaçant comme point de départ devant la Cour de Paris.

Je veux préciser la question. Le premier exposé des motifs de M. le ministre des finances disait que l'application de l'impôt sur les matières

serait différée jusqu'à l'époque où les négociations donneraient un résultat.

M. le président de la République, dans son Message, nous faisait prévoir, dans un langage digne et triste, que la dénonciation des traités de commerce serait, nécessairement, les négociations n'ayant pas abouti. Depuis, on m'a affirmé que le principe des droits compensateurs était admis partout, et qu'on pourrait voter la loi telle qu'elle a été présentée, sans être dans l'obligation de dénoncer les traités qui nous lient avec les puissances étrangères.

Cependant, je n'ai pas une confiance complète. Je ne raisonne pas sur ce qui n'est pas fait pendant la guerre ; je crains qu'elle ne fasse pas mieux après la guerre, ajoute M. de Lasteyrie. Les premiers tableaux qui ont été présentés avec le budget rectificatif n'ont pas été votés. S'ils l'avaient été, ils n'auraient pas été exécutés. On frappait également les bulles et les graines oléagineuses ; c'était là les grandes oléagineuses.

Il en est de même pour le plomb à l'égard duquel on avait oublié la censure, le produit pour lequel on emploie le plus de plomb. On n'a pas encore étudié les nouveaux tarifs ; mais on a été frappé par des anomalies nombreuses. C'est une prime que vous donnez parfois aux produits étrangers, et vous les payez plus cher que ceux de la guerre ; je crains qu'elle ne fasse pas mieux après la guerre, ajoute M. de Lasteyrie. Les premiers tableaux qui ont été présentés avec le budget rectificatif n'ont pas été votés. S'ils l'avaient été, ils n'auraient pas été exécutés. On frappait également les bulles et les graines oléagineuses ; c'était là les grandes oléagineuses.

M. de Lasteyrie, passant à la soie, soutient qu'elle ne saurait être imposée, car elle ne pourrait rien produire.

La chambre de commerce de Lyon nous dit que nous introduisons pour 300 millions de soie, il en sort 150 millions. Il en reste 300 millions. Il n'est pas ici question de la production française, car il est avéré que la production indigène est égale à la consommation française.

La France en consomme 300 millions et en exporte de 500 à 550 millions. Il est impossible que vos 20 0/0 puissent atteindre une parcelle de la soie qui est dédouanée devant la douane (Longue agitation.) (On remarque que M. Fournier et les ministres votent pour la priorité en faveur de la proposition de M. de Tréveneuc.)

M. Wolowski dépose une proposition dans laquelle il demande qu'il soit perçu provisoirement, à titre de taxe de guerre pour la libération du sol, un droit d'habitation de 15 0/0 sur la somme représentant le loyer des propriétés bâties. L'ordre du jour est renvoyé à sa proposition et demande l'urgence.

M. le comte de Bouthet croit qu'il serait préférable d'établir, comme en Belgique, un droit sur les chemins.

L'urgence est déclarée par l'Assemblée, et la proposition est renvoyée à la commission du budget de 1871.

M. Bèze dépose une proposition demandant l'impôt sur les revenus nets et réalisés et sur les bénéfices commerciaux et industriels.

Député de plusieurs rapports.

L'ordre du jour appelle la discussion sur les matières premières.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion concernant les projets de loi de finance, l'impôt sur les revenus, douanes et marine marchande.

M. Clapier monte à la tribune pour la continuation de son discours, non entièrement achevé hier. (Exclamations.)

M. Victor Lefranc, ministre de l'agriculture et du commerce, demande le renvoi des tarifs déposés aujourd'hui à la commission des finances.

M. Clapier revient à la tribune et développe le projet qu'il a exposé hier et qui demande un impôt sur les marchandises. Il a pris pour base le tarif conventionnel, et l'impôt varie entre 10 et 15 pour 100. Les produits fabriqués seraient imposés de 5 à 6 pour 100 au plus ; il y a d'ailleurs les mêmes échelles que pour les tarifs conventionnels.

L'impôt doit se résoudre en un impôt de consommation. Il est donc nécessaire de rapprocher l'impôt le plus possible de la consommation. De plus, il n'attaque pas l'industrie, et en troisième lieu cet impôt s'applique merveilleusement au drawback.

Le drawback n'est difficile à appliquer que lorsque la marchandise est dédouanée, et il n'est pas difficile de le faire passer dans le drawback. Ce drawback a d'ailleurs existé pendant trente ans en douane. On n'exportait pas de draps ; mais en exportant le vêtement confectionné, ce qui s'est appliqué pendant trente ans s'est encore appliqué. Et l'on n'aurait pas besoin de demander à nos douaniers cette instruction dont on a parlé hier : le drawback a existé pendant trente ans.

Enfin l'impôt proposé par M. Clapier ne viole pas les traités. Nous pouvons dire à l'Angleterre :

Faites ce que vous voudrez ; nous pouvons surcharger vos produits en proportion égale à celle dont nous chargeons nos produits intérieurs et nous prenons dans les tarifs la base de ces droits compensateurs.

L'orateur examine ensuite sur quelles bases il établit son impôt. En 1856, la statistique de M. Moreau jeune donnait aux produits fabriqués en France la valeur de 6 milliards 500 millions 256,000 francs. En 1859, la valeur était montée à 6 milliards 900 millions 400,000 francs. Il y a donc eu une augmentation d'un quart depuis 1859 ; en somme, 7 milliards 737 millions.

En défalquant 1 milliard 639 millions pour diverses considérations particulières, la valeur des marchandises fabriquées serait aujourd'hui de 6 milliards 068 millions de sorte que si l'impôt était de 10 0/0, il produirait 606 millions 800,000 francs ; si le chiffre de 5 0/0 était trop élevé, on pourrait le faire descendre à 4 0/0, et l'on obtiendrait de 250 à 260 millions.

Ce n'est pas, du reste, un impôt qui réside dans l'imaginaire. Il a existé déjà, notamment aux États-Unis. Il a existé concurremment avec d'autres impôts, mais il a fonctionné avec beaucoup d'exactitude et avec le plus grand profit pour le Trésor américain. Ce n'est donc pas un impôt de fantaisie ; il a subi l'épreuve de l'expérience.

Dans six années, il a donné 5 milliards 500 millions ; 800 à 900 millions par année. Aussi M. Wells rend-il pleinement justice à cet impôt. M. Clapier s'efforce ensuite de démontrer que son impôt, loin d'être impossible, sera très facile dans la pratique, et se base sur la confiance que l'on doit avoir dans l'honnêteté du commerce et de la grande industrie.

Le drawback n'est pas à craindre ; car, d'un côté, la perte de temps qu'elle occasionnerait au grand industriel se résumerait en une perte plus considérable que le gain aléatoire qu'il pourrait obtenir de la fraude.

Et, d'un autre côté, le grand industriel, le commerçant à des comptes à rendre, la fraude serait bientôt découverte, et la notoriété publique y aiderait tout d'abord. Puis on ne saurait supposer une altération des livres de commerce, des livres de comptes, des livres de perception de son impôt, qui n'aura recours qu'aux moyens déjà connus, déjà employés par la perception ordinaire.

M. le président réclame plusieurs fois de l'Assemblée un silence qui ne dure pas longtemps.

M. Clapier ne voit pas de meilleur impôt que celui qu'il propose, et l'impôt que M. Wolowski a présenté aujourd'hui lui paraît être tout à fait arbitraire, comparativement à l'impôt sur les marchandises fabriquées. Ce serait-ce s'il n'y avait en partie à l'impôt sur les revenus, à cet impôt qui pèse souvent sur des valeurs espérées et non sur des valeurs réelles ! L'orateur revient sur la facilité de la perception de son impôt, qui n'aura recours qu'aux moyens déjà connus, déjà employés par la perception ordinaire.

M. le président réclame plusieurs fois de l'Assemblée un silence qui ne dure pas longtemps.

M. Clapier ne voit pas de meilleur impôt que celui qu'il propose, et l'impôt que M. Wolowski a présenté aujourd'hui lui paraît être tout à fait arbitraire, comparativement à l'impôt sur les marchandises fabriquées. Ce serait-ce s'il n'y avait en partie à l'impôt sur les revenus, à cet impôt qui pèse souvent sur des valeurs espérées et non sur des valeurs réelles ! L'orateur revient sur la facilité de la perception de son impôt, qui n'aura recours qu'aux moyens déjà connus, déjà employés par la perception ordinaire.

M. Jules de Lasteyrie a la parole au nom de la commission.

M. de Lasteyrie explique par quels motifs la commission est arrivée à présenter l'impôt de 3 0/0 sur les matières premières. Dans les circonstances actuelles, il faut avoir égard à mille raisons pour atténuer un impôt, et il y a lieu de s'efforcer de justifier les impôts présentés par la commission, je le ferai en plaçant comme point de départ devant la Cour de Paris.

Je veux préciser la question. Le premier exposé des motifs de M. le ministre des finances disait que l'application de l'impôt sur les matières

serait différée jusqu'à l'époque où les négociations donneraient un résultat.

M. le président de la République, dans son Message, nous faisait prévoir, dans un langage digne et triste, que la dénonciation des traités de commerce serait, nécessairement, les négociations n'ayant pas abouti. Depuis, on m'a affirmé que le principe des droits compensateurs était admis partout, et qu'on pourrait voter la loi telle qu'elle a été présentée, sans être dans l'obligation de dénoncer les traités qui nous lient avec les puissances étrangères.

Cependant, je n'ai pas une confiance complète. Je ne raisonne pas sur ce qui n'est pas fait pendant la guerre ; je crains qu'elle ne fasse pas mieux après la guerre, ajoute M. de Lasteyrie. Les premiers tableaux qui ont été présentés avec le budget rectificatif n'ont pas été votés. S'ils l'avaient été, ils n'auraient pas été exécutés. On frappait également les bulles et les graines oléagineuses ; c'était là les grandes oléagineuses.

Il en est de même pour le plomb à l'égard duquel on avait oublié la censure, le produit pour lequel on emploie le plus de plomb. On n'a pas encore étudié les nouveaux tarifs ; mais on a été frappé par des anomalies nombreuses. C'est une prime que vous donnez parfois aux produits étrangers, et vous les payez plus cher que ceux de la guerre ; je crains qu'elle ne fasse pas mieux après la guerre, ajoute M. de Lasteyrie. Les premiers tableaux qui ont été présentés avec le budget rectificatif n'ont pas été votés. S'ils l'avaient été, ils n'auraient pas été exécutés. On frappait également les bulles et les graines oléagineuses ; c'était là les grandes oléagineuses.

M. de Lasteyrie, passant à la soie, soutient qu'elle ne saurait être imposée, car elle ne pourrait rien produire.

La chambre de commerce de Lyon nous dit que nous introduisons pour 300 millions de soie, il en sort 150 millions. Il en reste 300 millions. Il n'est pas ici question de la production française, car il est avéré que la production indigène est égale à la consommation française.

La France en consomme 300 millions et en exporte de 500 à 550 millions. Il est impossible que vos 20 0/0 puissent atteindre une parcelle de la soie qui est dédouanée devant la douane (Longue agitation.) (On remarque que M. Fournier et les ministres votent pour la priorité en faveur de la proposition de M. de Tréveneuc.)

M. Wolowski dépose une proposition dans laquelle il demande qu'il soit perçu provisoirement, à titre de taxe de guerre pour la libération du sol, un droit d'habitation de 15 0/0 sur la somme représentant le loyer des propriétés bâties. L'ordre du jour est renvoyé à sa proposition et demande l'urgence.

M. le comte de Bouthet croit qu'il serait préférable d'établir, comme en Belgique, un droit sur les chemins.

L'urgence est déclarée par l'Assemblée, et la proposition est renvoyée à la commission du budget de 1871.

M. Bèze dépose une proposition demandant l'impôt sur les revenus nets et réalisés et sur les bénéfices commerciaux et industriels.

Député de plusieurs rapports.

L'ordre du jour appelle la discussion sur les matières premières.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion concernant les projets de loi de finance, l'impôt sur les revenus, douanes et marine marchande.

M. Clapier monte à la tribune pour la continuation de son discours, non entièrement achevé hier. (Exclamations.)

M. Victor Lefranc, ministre de l'agriculture et du commerce, demande le renvoi des tarifs déposés aujourd'hui à la commission des finances.

M. Clapier revient à la tribune et développe le projet qu'il a exposé hier et qui demande un impôt sur les marchandises. Il a pris pour base le tarif conventionnel, et l'impôt varie entre 10 et 15 pour 100. Les produits fabriqués seraient imposés de 5 à 6 pour 100 au plus ; il y a d'ailleurs les mêmes échelles que pour les tarifs conventionnels.

LES GRANDS MAGASINS DU PRINTEMPS

Viennent d'adresser à toute leur Clientèle la Lettre suivante :

Le Tarif actuel des Postes ne permettant plus de se servir de cette Administration pour la distribution des lettres concernant nos Expositions et grandes Mises en Vente, nous avons été forcés, à notre extrême regret, d'avoir recours à une autre Administration.

L'Agence de distribution à laquelle nous nous sommes adressés a pris l'engagement de faire parvenir dans les 24 h. toutes nos lettres à destination. Nous prions les Dames qui n'auraient pas reçu la lettre ci-jointe, avec la nomenclature qui l'accompagne, de vouloir bien nous adresser immédiatement leur réclamation.

AU PRINTEMPS
NOUVEAUTÉS
JULES JALUZOT
rue du Havre, boul. Haussmann
rue de Provence
PARIS
E PROBITATE DECUS

Paris, 13 janvier 1872

MADAME,

Notre MISE EN VENTE annuelle et périodique des

SOLDES D'HIVER

AURA LIEU A PARTIR DE

Lundi 13 Janvier

Nous voulons, comme les années précédentes, en vendant à grand rabais les marchandises de la Saison, faire place aux étoffes fraîches et nouvelles, car

AU PRINTEMPS (ont été nouveaux, frais et jolis comme le tit. e) AU PRINTEMPS
Veuillez, Madame, recevoir nos respectueuses salutations,

JULES JALUZOT

NOTA. — Nous vous remercions, Madame, que la MARIÉ-BLANCHE, la meilleure, la plus durable, la moins coûteuse des étoffes de Soie noire pour robes, est notre propriété exclusive.

Les Dames qui ont l'habitude de venir au PRINTEMPS et qui connaissent l'extrême modicité des prix auxquels sont vendues toutes les Marchandises, savent parfaitement que pour vendre aussi bon marché, il faut éviter toute publicité onéreuse.

L'Agence de distribution à laquelle nous nous sommes adressés a pris l'engagement de faire parvenir dans les 24 h. toutes nos lettres à destination. Nous prions les Dames qui n'auraient pas reçu la lettre ci-jointe, avec la nomenclature qui l'accompagne, de vouloir bien nous adresser immédiatement leur réclamation.

Librairie de GUILLAUMIN et Co, éditeur du Journal des Économistes, 11, rue Richelieu

LE CRÉDIT VIAGER

CONTRAT SOCIAL ENTRE LE CRÉDIT PUBLIC ET LE SUFFRAGE UNIVERSEL

Par ALBERT DE MONTRY

Un volume in-8°. — Prix : 5 francs.

QUESTIONS SOCIALES

CONFÉRENCES

Par ALBERT DE MONTRY

En vente les cinq premières Conférences. — Prix : 2 francs 50 centimes.

SOMMAIRE

du dernier numéro de la Semaine financière :

La Situation, les discussions de la Chambre; L'impôt sur les valeurs; les chemins de fer et les capitaux; les emprunts étrangers; l'impôt financier. — Les bilans des Banques de France et d'Angleterre. — La Bourse de Paris. — Les changes. — La Banque de Paris. — Les recettes des chemins de fer. — La Société immobilière. — Les Bourses et correspondances : Lyon, Londres, Madrid, Francfort, Vienne. — Les obligations trentenaires. — Assemblée générale : Banque des Pays-Bas; Mines et fonderies de Santander; Souffres de Gergenti; Pécheries maritimes; Société de Hippocrèmes; Compagnie d'Alliance; Ardoisiers de Châumont-Éventé; Entrepôts libres de Paris-Lyon-Méditerranée; Compagnie centrale d'éclairage et de chauffage par le gaz; Chemin de Memphis et Paso Pacific; Le Saint-Gothard. — Recettes des chemins de fer italiens. — Les obligations de Simplon. — Sous-Comptoir des entrepreneurs, suite et fin du rapport. — Bilans des Sociétés de crédit : Crédit industriel; Crédit lyonnais; Crédit agricole. — Caisse d'épargne de Paris. — Tirages. Ville de Madrid; Ville de Paris 1871; Villes de Paris; Ville de Milan 1861; Orléans à Châlons; Perpignan à Béziers; Carmaux. — Coupons de janvier. — Annonces. — Cours des valeurs industrielles.

BUREAUX : 13, RUE LAFAYETTE
Paris. — 1^{er} an, 10 fr.; 6 mois, 6 fr.
Départements. 1 an, 12 fr.; 6 mois, 7 fr.

VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

ÉTUDE de M. Charles LEBRUN, avoué à Paris, rue du 29 Juillet, 3, successeur de M. Quatremaire.

VENTE au palais de justice à Paris, le jeudi 1^{er} février 1872, à trois heures et demie de relevée, d'une

MAISON construite dans la propriété de M. Paul Dupont, imprimier à Paris, située à Cléry (Seine), rue du Bac-d'Asnières, n° 12, non compris le terrain.

Mise à prix : 5,000 francs.
S'adresser audit M. Le Brun et sur les lieux.

ÉTUDE de M. Charles LEBRUN, avoué à Paris, rue du 29-Juillet, 3, successeur de M. Quatremaire.

VENTE au palais de justice, à Paris, le mercredi 31 janvier 1872, 2 h. de relevée, EN TROIS LOTS, dont les deux premiers pourront être réunis, de :

1^{re} PROPRIÉTÉ sise à Paris, rue Poliveau, 1, sur la commune de Cléry, 3 et 4, et rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 13, 14 et 15, et rue de la Harpe, 10.

Mise à prix : 100,000 fr. environ

2^e PROPRIÉTÉ sise à Paris, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 8 et 10.

Mise à prix : 50,000 fr. environ

3^e PROPRIÉTÉ sise à Paris, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 13, 14 et 15, et rue de la Harpe, 10.

Mise à prix : 20,000 fr. environ

S'adresser audit M. Le Brun et à M. Gautier, syndic, 11, rue d'Argenteuil, à Paris.

ADJUDICATION, même sur une enchère, en la

des not. de Paris, le mardi 29 janv. 1872, midi.

MAISON, r. du Chemin-des-Bois, n° 17 (arr. 17^e).
Revenu, 4,100 fr. — Mise à prix, 30,000 fr.
S'adresser à M. Baron, notaire, rue Biot, 3.

VENTE A L'ENCHÈRE D'OBJETS D'ART ET MOBILIER

COLLECTION DE M. B. DE F...
Faïences, bronzes, bijoux, etc., etc.

Vente hôtel Drouot, salle n° 2.
Le jeudi 18 janvier 1872, à une heure et demie.

M. CHARLES PILLET, expert.
M. CH. MANHEIM, comm.-priseur.

10, r. Grange-Batelière, 7, rue Saint-Georges.
Chez lesquels se trouve le catalogue.

Exposition publique le mercredi 17 janvier 1872, de 1 heure à 5 heures et demie.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

CREDIT FONCIER SUISSE

Le tirage au sort des obligations 3 0/0 pour le 1^{er} semestre 1872, aura lieu, conformément au p. a. d'arrêté, le 20 janvier prochain, en séance publique, à Genève.

Le remboursement des obligations qui sortent au tirage et le paiement du coupon du 1^{er} janvier 1872 se feront à partir du 1^{er} mars prochain.

RENTE ITALIENNE

On peut encore vendre ou acheter les anciens titres et toucher immédiatement le coupon de janvier, en s'adressant à la Banque des rentes et pension, 5, place de la Bourse.

LONGARDES VALEURS ÉGYPTIENNES
DETTE CONVERTIE D'AUTRICHE

PÉRIEN, OTTOMANS 1865, etc., etc.
Payement immédiat avec prime des coupons de janvier 1872. Chez E. Bony et C^{ie}, banquiers, rue Drouot, 15, à Paris.

OFFICE FINANCIER

ACHAT et VENTE de toutes valeurs mobilières. Arbitrages, Prêts et avances sur titres, reports. Paiement et escompte de coupons; renseignements sur toutes valeurs. Alexandre Armand, 3, r. d'Amboise-Richelieu, Paris.

DETTE D'ESPAGNE

Paiement immédiat des Coupons

SANS DÉPOT DE TITRES

30, rue Vivienne

CHEZ RAPHAËL SOSSA & C^{ie}

Achat et Vente de fonds publics. Encaissement de tous coupons.

HALLES ET MARCHÉS DE NAPLES

Le conseil d'administration a l'honneur de prévenir MM. les obligataires que le paiement du coupon n° 10, échéant le 31 courant (6 fr. sans déduction de l'impôt), aura lieu à partir du 1^{er} février, au siège social, 2, rue Meyerbeer à Paris.

Le 31 janvier 1872 aura lieu le premier tirage des obligations.

LA CAISSE DE PRÊTS SUR TITRES

8, rue Neuve-Saint-Augustin, 8

avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

LE MONITEUR DES FONDS PUBLICS
ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (1^{re} année)
Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5 n° gratuits sur demande au directeur, 8, rue N.-St-Augustin.

GOUTTE ET RHUMATISMES
guéris par les PILULES DE LANTIGUE

Voir le MANUE. DES GOUTTEUX, délivré gratuitement chez Dentu, gal. d'Orléans (Pal. Royal) ou adressé 1^{er} contre l'envoi d'un t.-poste de 25 c.

ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE

LA VOIR de 85 places (Temple), bail 16 ans, loyer, 3,800 fr.; bnf. nets, 14,000 fr.; prix, 50,000 fr. M. Baudouin, 16, boul. Saint-Denis

INDUSTRIE ET COMMERCE

TAPIS à vendre, environ 150 grands tapis pour appartements : moquette, Aubusson, Nîmes, Beauvais, etc., de toutes nuances et de toutes dimensions, en très bon état et parfaitement frais. S'ad. rue Dupuis-Béranger, 6, près du Temple.

L'IMPRIMERIE dont M. BEURIN-GER est l'inventeur et le seul qui ait obtenu plusieurs brevets de perfectionnement, permet de reproduire instantanément de 1 à 1,000 exemplaires son écriture, plans, dessins, musique, etc., sans changer sa manière d'écrire ou de dessiner. La suppression complète du rature fait de L'IMPRIMERIE un objet d'une incommensurable utilité, d'un emploi facile, et qui n'a rien de commun avec tout ce qui s'est fait jusqu'à ce jour. BEURIN-GER, passage du Grand-Cerf, n° 2, Paris.

GRANDES CAVES DE CHAMPAGNE
Dépôt des vins, rue Richelieu, 95

PAR SIMPLE LOCATION payée pendant 12 ou 36 mois, on devient PROPRIÉTAIRE EXCELLENT ORGUE ou PIANO des meilleurs facteurs. Envoi de prospectus. L'UNION MUSICALE 16, boulevard de Sébastopol.

39^e ANNÉE

l'abonnement part du 1^{er} janvier

MUSÉE DES FAMILLES

LECTURES DU SOIR

RELIGION, MORALE, HISTOIRE, SCIENCES, VOYAGES, BEAUX-ARTS, ACTUALITÉS

Le Musée des Familles, le plus ancien et le plus estimé des journaux destinés à l'éducation de la jeunesse, a consacré la plus grande partie de son dernier volume à reproduire les aspects principaux de l'histoire. Les Mémoires d'un franc-tireur, les Oliges, les Ruines de Paris; la Poste pendant le si. la Dynastie des Hohenzollern, la Chronique du siège, forment l'histoire la plus complète et la plus intéressante de cette triste époque.

Commencée, qui a commencé le 1^{er} janvier 1872, publie : Les Souvenirs d'un prisonnier sous la Commune et une œuvre inédite du romancier populaire, M. JULES VERNE :

UNE FANTASIE SCIENTIFIQUE DU DOCTEUR OX

Le 38^e volume ou l'abonnement à la 39^e année forme un beau volume grand in-8° illustré de cent cinquante gravures. Une livraison mensuelle de 32 pages. Rédacteurs principaux : G. Aimard, Ch. Deslys, Genet, J. Jamin, E. Muller, A. Marguin, etc. — Paris : 6 fr.; départements : 7 fr. 50.

Les trente premiers volumes de la collection, 3^e édition, 3 fr. le volume; à partir du 31^e volume jusqu'au 38^e, 6 fr. le volume pour Paris; 7 fr. 50 francs pour les départements.

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

NOUVEAU TRAITEMENT

des maladies contagieuses, écoulements récents ou anciens, ulcères, rétractions d'urine et dartres, reconnu le plus efficace et le plus prompt.

(Expériences comparatives faites tout récemment)

Consult. gratuit, de midi à 7 h. et par correspondance du D^r PÉCHENET, méd. de la Fac. de Paris, membre de plusieurs sociétés scientifiques.

A Paris, rue COMMINES, 13, (près le cirque d'hiver).

ÉLIXIR ANTIRHUMATISMAL

DE SARRAZIN-MICHEL, D'AIX (Provence)

Guérison sûre et prompt des Rhumatismes aigus et chroniques, goutte, lumbago, sciatic, migraine, etc. 10 fr. le flacon. — Un flacon suffit ordinairement.

INJECTION végétale. Guérison immédiate. 1 fr. Gelée, ph. 10, r. des Lombards.

COCAÏNE-MEËGE

Elle est si active qu'elle guérit en une moyenne de 6 jours les maladies... sans saignées, coliques ni maux d'estomac. CLÉNET, PH. 131, rue Montmartre, 4 et 5 fr.

NOUVELLE RÉINSTALLATION ET OUVERTURE DE DEUX SALONS

RESTAURATEUR, RUE ROYALE, au coin de la rue St-Honoré

Déjeuners à 2 fr. 50. — Dîners à 4 fr. VINS COMPRIS

PARIS. — IMP. SERRIERE ET C^{ie}, RUE MONTMARTRE, 123

MODES VRAIES, TRAVAIL EN FAMILLE

(21^e ANNÉE)

Un journal de modes sage et modeste, par ses patrons de grandeur naturelle, ses conseils, ses recettes, ses renseignements utiles, supprimer dans un intérieur modeste une dépense dix fois, cent fois supérieure au prix de l'abonnement. Tel est ce n'est plus un luxe, c'est une économie. Tel est le programme fidèlement suivi par les Modes Vraies, et c'est ce qui explique un succès que la crise actuelle n'a fait que confirmer.

Patrons, Broderies, Tapissieries colorées, Tricot, Crochet, Fil, Musique, etc.

Une livraison mensuelle paraissant le premier de chaque mois, en même temps que le Musée des Familles.

PARIS : 6 fr. — DÉPARTEMENTS : 7 fr. 50

Les deux journaux réunis : Paris : 12 fr. Départ. : 13 fr. 50 c.

(moins cher qu'un journal de modes ordinaire.)

CAFÉ DES GOURMETS

C'est à un de ces rares produits pour lesquels la faveur du public ne s'est jamais démentie, et qui, marqués de premier ordre, toujours distingués des produits analogues, ne peuvent rentrer leur passé et restent d'une qualité qu'on chercherait vainement dans leurs imitations.

Les sortes dont se compose le Café des Gourmets sont les plus délicates et les plus recherchées, le produit des meilleures récoltes des plantations les plus estimées.

Les soins exceptionnels qui président à sa torréfaction, la garantie qu'il est exempt de tout mélange de chicorée ou autres substances indigènes expliquent sa supériorité incontestée. Les procédés de concentration auxquels il est soumis en font en outre un produit éminemment économique.

Une Médaille d'honneur à l'Exposition Universelle de Londres 1862, — Deux Médailles à celle de Paris 1867 en proclamant la supériorité du Café des Gourmets, n'ont du reste fait que consacrer le sentiment public qui l'avait partout hautement reconnu et apprécié.

Pour se mettre à l'abri des imitations ou des contrefaçons du Café des Gourmets, les consommateurs doivent exiger que toutes les boîtes soient scellées d'une bande au nom des producteurs, et portent sur l'étiquette leur signature.

Les CHOCOLATS et les TAPIOCAS

DES GOURMETS ET DE LA COMPAGNIE EUROPÉENNE

provenant de la même Usine, et entourés de soins aussi recherchés que le Café des Gourmets, offrent comme lui les plus sérieuses garanties d'une qualité exceptionnelle.

CAFÉ DES GOURMETS



PROGRAMME DES SPECTACLES

DU 13 JANVIER 1872

THEATRE-FRANÇAIS. — 7 h. 3/4

CHRISTIANE
c. 5 a. Ed. Gondinet

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

Comte de Noja
De Beaumarchais
Mauvray
Soleil
De Kerbouch
De Brion
Benoit
Anatole
La baronne
Christiane
Adrienne
Henriette

THEATRE-LYRIQUE. — 8 h. 0/0

JAVOTTE

op.-c. 3 a., A. Thompson, F. Jonas.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

Le chambellan
Peters
Brook
Anjou
Touk
André
Le pr. Edvard M...
Ugilde
Javotte
Donau
Forni
Pamélie
Morosini.

VAUDEVILLE. — 8 h. 1/4